

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2009)

Heft: 1850

Artikel: Copenhague : un succès : même le consensus scientifique ne saurait se substituer au processus politique

Autor: Erard, Lucien

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014020>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Copenhague: un succès

Même le consensus scientifique ne saurait se substituer au processus politique

Lucien Erard (21 décembre 2009)

Un succès puisque le réchauffement climatique est à l'agenda des chefs d'Etat ou de gouvernement, presque tous présents, convaincus de la gravité de la situation. Ils auront été entendus partout dans le monde.

Ceux qui parlent d'échec devraient s'en prendre à eux-mêmes. S'engager concrètement à réduire ses émissions de CO₂ tient de l'invocation aux Dieux, de

plans tirés sur la comète. Limiter les émissions de CO₂ exigera des changements majeurs dans le fonctionnement de nos économies et de nos sociétés, des sacrifices douloureux pour nos pays et leurs citoyens. Comment des gouvernements responsables pourraient-ils prendre des engagements contraignants alors qu'ils n'ont encore que de vagues idées sur la façon dont ils pourraient les tenir? Des gouvernements qui

devront pour cela convaincre leurs opinions publiques d'accepter des mesures draconiennes, des sacrifices importants. Des gouvernements qui, dans les démocraties, n'ont encore aucune idée de la façon et surtout des chances qu'ils ont de les faire accepter par leurs électeurs. C'est là que se jouera le succès ou l'échec, pas à Copenhague.

Retour sur les minarets: où sont ces élites aujourd'hui tant décriées?

Les élites suscitent l'ire méprisante de l'UDC, dont le discours populiste s'en prend aux personnes susceptibles de l'empêcher de dicter l'agenda

Yvette Jaggi (21 décembre 2009)

En Suisse aussi, la dénonciation des élites est un thème récurrent, alimenté par la pratique intensive de la démocratie directe qui multiplie les occasions de réaffirmer la légitimité suprême du peuple, par essence détenteur d'une vérité ne souffrant pas la discussion. Au point qu'il paraît iconoclaste de rappeler, comme l'a écrit encore tout récemment Alex Dépraz (DP 1848), que si le peuple a toujours raison, il ne peut pas valablement décider l'impossible. À cet égard, le refus des minarets, prononcé par 57,5 % des votants et 22 des 26 cantons et demi-cantons, est déjà entré

dans les annales comme l'exemple prototypique d'une décision sujette à caution: elle contrevient en effet selon toute vraisemblance à la Convention européenne des droits de l'homme sous le contrôle de la Cour du même nom établie à Strasbourg et comprenant des juges suisses.

Nouvelles «élites» et vieux reproches

De toute évidence, l'initiative contre les minarets a ravivé les ressentiments de ses tenants à l'encontre des élites, accusées à la fois de désinformation préalable à la votation et ensuite de mépris de la volonté

populaire pourtant clairement exprimée. Qui sont donc ces élites, continuellement citées mais jamais expressément définies? On sent bien qu'il ne s'agit pas de la bourgeoisie visée par les marxistes ni des classes dominantes qui auraient pu lui succéder, encore moins des intellectuels que l'on n'entend plus – et depuis longtemps – s'affirmer comme détenteurs d'un savoir dont ils voudraient assurer le partage et la diffusion. Font désormais figure d'élites d'autres catégories: les leaders d'opinion de toutes obédiences (y compris sportives, mondaines, etc.), les dirigeants des grandes unités